

14 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1<sup>re</sup> année. N° 14.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép. 30 — 15 — 7 — 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

# DES TRAVAILLEURS.

**SOMMAIRE.** — Encore Louis-Napoléon Bonaparte. — Séance de l'Assemblée. — Le dessous des cartes. — La dynastie et la propriété. — Le secret de M. Duclerc. — Deux mots du général Clément Thomas. — Incidents de la journée. — Les Chartistes à Londres. — Faits divers.

PARIS, 13 JUIN.

## ENCORE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Est-ce que le peuple serait du jour au lendemain devenu bonapartiste? Non. Mais le peuple est si justement indigné de la torpeur de la commission exécutive et de l'Assemblée nationale, qu'il s'empare du premier drapeau venu pour faire de l'opposition à un pouvoir incapable. Le nom de Louis-Napoléon Bonaparte est sonore, sa personne est pour notre faible directoire un épouvantail; ce sont deux raisons de plus pour que le mécontentement populaire s'en fasse une arme.

Puis le peuple, avec raison, veut que le nouvel élu siège où il est envoyé avec un passeport signé de 84,000 électeurs de Paris, et de plusieurs milliers d'autres dans les départements. Le passeport est en règle, nul n'a qualité pour le repousser. En osant l'exclure, l'Assemblée qui ne siège qu'en vertu d'un titre pareil se mettrait elle-même à la porte.

Ajoutez que ce prince a fait cause commune avec la démocratie par sa double protestation de Strasbourg et de Boulogne contre le despotisme de Louis-Philippe. N'est-il pas en outre exilé par la nouvelle autorité qui a déjà su s'aliéner la sympathie des masses?

Telle est la véritable explication de la démonstration d'hier. Il n'y a rien de plus de la part du peuple intelligent de Paris. Que l'Assemblée laisse siéger, vous verrez s'évanouir cette popularité si brillante, comme une bulle de savon que le souffle de toute une population a soulevée, et qui ne monte que pour crever. Nous avons toujours demandé, nous redemandons, comme un acte de justice et de bonne politique, la levée de cette proscription dont l'unique résultat est de donner au proscrit un piédestal et une armée. Qu'il vienne; par le temps qui court, il n'est pas de nom qui fasse prendre le change à notre démocratie sur la valeur d'un homme. Tout homme est démoli en un jour s'il n'est carré par la base.

Cependant, en persistant à vouloir l'admission du citoyen Louis Bonaparte à l'Assemblée nationale, nous continuerons à dénoncer la conspiration Bonapartiste.

La conspiration est sérieuse. Si le nouveau représentant du peuple n'en est pas l'âme, il en est le drapeau. Et, comme nous le disions hier, les partisans des deux prétendants de la branche aînée et de la branche cadette ne sont pas les moins ardents à faire les affaires de la maison Bonaparte. Selon leurs profonds calculs, Henri V ou un d'Orléans aura moins de peine à passer, dès qu'un descendant du Corse aura fait la planche. Croyez que plus d'un aristocrate du faubourg St Germain ou de la Chaussée-d'Antin s'enroue à crier: vive Louis-Napoléon Bonaparte, et à plaider sa cause. Quant aux bonapartistes purs, avec quel zèle ne font-ils pas leurs recrues! Si vous voulez les en croire, leur prince est assuré de M. Thiers comme président de son conseil. Qu'en dites-vous? Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'en 1840, le débarqué de Boulogne avait mis ce personnage illustre en tête de ses futurs ministres.

Le bon sens du peuple déjouera toutes ces intrigues, nous en sommes sûrs, et la conspiration tombera faute du soutien des masses qui ne trahiront jamais la République démocratique et sociale.

## Séance de l'Assemblée nationale.

Nouvel ajournement, à lundi prochain, de la discussion sur le rachat des chemins de fer. La politique a le pas sur l'industrie.

La question du jour, à l'intérieur comme à l'extérieur, est l'élection de Louis Bonaparte.

Le citoyen Jules Favre, rapporteur pour le département de la Charente-Inférieure, conclut à l'admission. Le rapporteur pour les élections de la Seine, le citoyen Buchez, dépose des conclusions contraires. Le 1<sup>er</sup> bureau conclut à l'admission pour le département de l'Yonne.

Après une discussion prolongée jusqu'à 6 heures, l'élection du citoyen Louis Bonaparte a été validée à une immense majorité. A la bonne heure.

## Le dessous des cartes.

Louis Bonaparte, dans cette discussion, a été le champ de bataille du parti Lamartine et du parti Marrast. Pour le premier, le citoyen Buchez; pour le second, le citoyen Degoussé qui avait proposé l'abrogation du décret de proscription, et l'habile Jules Favre qui a plaidé l'admission avec succès.

Le parti Lamartine redoute la présence de Louis Bonaparte, sinon comme un danger, du moins comme un embarras; en conséquence, le parti Marrast désire la libre entrée de l'embarras qui peut l'aider à cultiver son adversaire.

Au fond de tout cela gît entre les deux partis la question de présidence.

## LA DYNASTIE ET LA PROPRIÉTÉ.

Notre haute bourgeoisie grimace l'amour du système républicain; au fond, elle adhère sympathiquement aux institutions monarchiques.

Comme l'huître, dénuée de nageoires, se plaque au rocher qui résiste aux coups de la lame, et ne se croit sauve qu'avec lui.

« Où sont les réactionnaires? demandent d'un ton piteusement railleur les organes de l'aristocratie bourgeoise. — Chez vous, messieurs, et forcément; nul être ne pèche contre la logique de sa conservation. Maintenez les propriétés de possession en vigueur est votre vœu le plus cher; par instinct, vous réagissez de toute votre énergie en faveur des procédés de puissance abolis. »

Tous les propriétaires quand même sont dynastiques.

Toutes les dynasties têtues s'appuient sur les propriétaires.

Leur pacte est naturel, leur principe est le même. La dynastie occupe, possède et use, en vertu d'un droit de conquête, sanctionné par la constitution nationale ou par les traditions;

La propriété, en vertu d'un droit d'exploitation, consacré par la loi ou la coutume.

La première est la détentrice de L'INSTRUMENT DU POUVOIR;

La seconde de L'INSTRUMENT DU TRAVAIL.

Toutes deux se perpétuent par la transmission héréditaire de leurs instruments de travail et de pouvoir.

Donc, la dynastie est une grande propriété; la propriété est une petite dynastie.

De là une conspiration permanente entre ces deux espèces de potentats contre les sujets et contre les travailleurs; et par suite une concordance notable dans leurs phases de décadence, dès que leur oppression commune provoque la révolte.

Dans les temps primitifs, la dynastie est despotique, la propriété est noble.

Alors les sujets sont purement passifs, les travailleurs sont serfs. Le roi est un maître, le propriétaire un seigneur. Pour le roi, la population est matière imposable sans formalité, sans contrôle; pour le seigneur, matière taillable et corvéable à merci.

L'instrument de pouvoir et l'instrument de travail fonctionnent selon l'arbitraire du bon plaisir.

Cependant, grâce à la résistance des sujets et des travailleurs, cette double exploitation rencontre des limites. Notre révolution-mère de 1789 éclate, et la dynastie est forcée d'accepter une charte de la main des gouvernés, la propriété de recevoir des conditions de la main des exploités.

Voici donc la dynastie passant de l'état despotique à l'état constitutionnel.

Et la propriété de l'état noble à l'état bourgeois.

Nul n'a oublié les cris de ces deux dominations, lorsque l'une fut obligée de renoncer au monopole du gouvernement, l'autre aux privilèges de l'usufruit. Du même coup toutes deux avaient perdu quelques fleurons de leur couronne, fleurons ou fruits; ce fut le concert de Job et de Jérémie.

Malgré les restrictions de son monopole, la dynastie ne laissa pas que de participer à l'exercice de l'instrument du pouvoir, et s'ingénia à éluder la charte.

En dépit de l'abolition des redevances féodales, la propriété continua à s'engraisser du loyer des instruments de travail, et sut rendre illusoire pour les travailleurs les conditions qu'ils avaient conquises.

La dynastie, dispensée de gouverner et tenue uniquement à régner, toucha une liste civile, pour prix de son règne.

La propriété, pour prix de la simple possession, toucha sa liste civile pareillement, tout labeur à part.

Or, un tel état de choses, ruine de l'état primitif, se consolida: la bourgeoisie et la monarchie constitutionnelle s'allièrent, comme autrefois la noblesse et le despotisme. D'où résulta, comme autrefois, quoiqu'à un degré moindre, l'asservissement des sujets et l'exploitation des travailleurs.

C'est ce qui explique la révolution de 1848, dont la portée est double, c'est-à-dire politique et sociale.

Le peuple jugea que l'instrument du pouvoir, demeurant entre les mains d'une famille, était appliqué à un intérêt égoïste et non pas national.

Et le peuple pensa que les instruments de travail, demeurant entre les mains d'une classe particulière, se retribuaient par privilège, au détriment des besoins des masses.

Le 24 février, on décida qu'il y avait lieu à reconstruire l'instrument du pouvoir; et le 25, qu'il fallait procéder à une nouvelle organisation des instruments de travail.

Ainsi, à deux jours de distance, la révolution de 1848 mit à néant la dynastie, c'est-à-dire la grande propriété, et pronostiqua une reconstitution de la propriété, c'est-à-dire de la petite dynastie.

Mais une dynastie n'a qu'une tête, la propriété en a des milliers. L'un des deux effets de la révolution fut soudain; l'autre est nécessairement graduel.

D'ailleurs, la théorie politique est depuis longtemps élaborée, la théorie sociale est encore neuve.

Cela posé, que devait-il arriver? qu'après le premier émoi de la secousse révolutionnaire, la dynastie et la propriété tendraient à se coaliser pour vaincre un ennemi commun, la République.

Tel est en effet le motif profond de la réaction qui, de jour en jour, se prononce avec effronterie.

D'une part, la propriété, craignant d'être entamée, rappelle une dynastie quelconque, comme une garantie ou plutôt comme la complicité de son existence.



De l'autre part, la dynastie travaille à se restaurer sur l'assiette de la propriété.

Toutes deux vont fatalement l'une au-devant de l'autre.

La dynastie recherche une base;

La propriété appelle un paratonnerre.

Or, voyez leur détresse. Ce que l'une nomme sa base est sourdement miné par tous les fauteurs de l'organisation sociale; ce que l'autre nomme son paratonnerre est précisément ce qui attire la foudre politique.

#### Le secret de M. Duclerc.

La montagne vient d'accoucher d'une souris. M. Duclerc a révélé la fameuse recette sur laquelle il a vécu quelques semaines; autant de semaines, peut-être, qu'elle fera vivre la République.

Ce grand secret doit faire battre monnaie à l'État, nous ramener à l'âge d'or, nous donner à tous la poule au pot. Or, jugez en vous-mêmes, nous allons le résumer en quelques mots; à plus tard le détail, si toutefois ces mesures provisoires, émanées d'hommes provisoires, valent une analyse complète.

Cette conception sans corps a deux jambes boiteuses :

1° « L'État empruntera une grosse somme à la banque; il lui donnera, pour gage, des rentes, d'une part, et de l'autre des forêts que la banque pourra aliéner si elle le juge convenable. »

C'est, on le voit, une sorte de dépôt au Mont-de-Piété; système bon au plus pour de malheureux prolétaires auxquels manque tout crédit; de pire portée encore, car, le remboursement étant ici plus que problématique, le gage nous semble perdu à tout jamais. C'est une ressource du désespoir.

2° « L'État émettra des rentes en échange des fonds que les départements lui enverront, à ce qu'il espère, pour acheter des effets publics. »

« De plus, l'État fera, dans ses forêts, un abattis de bois pour en tirer argent. »

Compter sur l'effet de la première de ces deux dernières mesures, c'est, à ce qu'il nous semble, vendre la peau de l'ours avant de l'avoir abattu. C'est compter sur l'épargne et sur la confiance de l'épargne, alors que ni l'une ni l'autre n'existeront peut-être de longtemps.

Si la première mesure conduit à une déception, la seconde est un crime. Nous avons entendu dire à un marchand de brie à bras que, dans les temps de crise, les malins achetaient, mais ne vendaient pas; M. Duclerc fait le contraire. Il veut vendre une marchandise qui est et restera avilie, en ce temps de misères, quoiqu'il lui ouvre les frontières pour s'en débarrasser à tout prix.

Nous l'avons dit, d'ailleurs, exproprier d'une main les chemins de fer, au nom de l'utilité publique, et de l'autre, aliéner ou saccager les forêts, de toutes les propriétés, la plus nécessaire à un État, c'est commettre l'incongruence la plus monstrueuse.

De quel droit veut-on nous arracher cette riche part de notre héritage commun? Et quelle sera la compensation? Ces gros sous que vous en tirerez, vous les jetez au vent, vous habillerez quelques soldats, ou vous paierez quelques travaux improductifs d'ateliers soi-disant nationaux.

Vous dilapidez la fortune publique. M. Duclerc, avec vos conceptions d'eunuque. Vous faites comme ces fils de famille qui pour obtenir un peu de répit de leurs créanciers, abandonnent leur patrimoine entre les mains des juifs.

Que sortira-t-il des mesures que vous proposez? un répit de quelques jours; et après? la banqueroute sans doute. Mais que vous importe, n'est-ce pas, vous n'êtes point de ces hommes qui ont un lendemain.

#### Deux mots du général Clément Thomas.

Chargez-moi cette canaille!

Ces mots, nous les avons nous-mêmes entendus proférer par le général Thomas qui faisait cabrer son cheval avec la vivacité de son tempérament sanguin et se mordait la lèvre inférieure avec fureur.

Et quelle était cette canaille?

Le peuple dont ce généralissime est sans doute sorti; car ce peuple spirituel le flagellait du cri :

A bas le maréchal-de-logis Thomas!

Comment se fait-il donc que ce soit le même homme qui, en pleine tribune, ait dit de la croix d'honneur cet autre mot :

Ce hochet de la vanité.

Puisque M. Thomas est si puritain à l'endroit d'une distinction qui fut longtemps le prix du courage ou du vrai mérite, d'où vient qu'il semble renier son origine en fulminant ce propos brutal d'un parvenu gonflé de vanité, sans avoir la croix d'honneur?

Chargez moi cette canaille!

M. Thomas est trop philosophe quand il parle de la croix d'honneur, il ne l'est pas assez quand il parle du peuple.

A notre avis, M. Thomas devrait moins parler et surtout moins agir, ce serait le moyen de rentrer dans une obscurité préférable à une illustration qui lui porte malheur.

#### Incidents de la journée.

Parmi les nombreuses arrestations opérées, on cite celle du citoyen Laity, ex-lieutenant d'artillerie, compagnon de Louis-Bonaparte à Boulogne. On prétend que des perquisitions faites au domicile de plusieurs prisonniers ont amené la découverte d'armes, de projectiles et de papiers importants.

La place de la Concorde est, comme hier, le rendez-vous des curieux, mais les groupes qui l'encombraient sont maintenant à une grande distance du pont de la Concorde.

A l'ex-palais Bourbon, les cours et les jardins regorgent de troupes. Des piquets de dragons, de lanciers et d'infanterie sont échelonnés sur le quai d'Orsay, la garde nationale est peu nombreuse.

Dans la salle des Pas-Perdus, un représentant affirme que deux postes avaient été envahis, ce matin, au Gros Caillou, et repris.

Vers deux heures, un homme accusé de carlisme est assailli de mauvais traitements par la foule, rue de Rivoli. Un gardien de Paris, nommé Savary, veut s'interposer, mais les groupes tournent leur fureur contre lui. Son arme lui est arrachée, ses vêtements déchirés, enfin un garde national le soustrait à de nouvelles violences. Ce gardien de Paris attribuait ces fureurs aux napoléoniens.

A 3 heures, la cavalerie balaye la place de la Concorde et la rue de Rivoli est interceptée.

On parle d'un essai de barricade rue du Montbabor bientôt interrompu par les charges de l'infanterie légère. Le jardin des Tuileries est fermé et des forces nombreuses s'y trouvent en réserve.

Des attroupements ont eu lieu sur les quais, les places, les boulevards, mais l'on n'entend nulle part le cri de vive Napoléon.

#### Les chartistes à Londres.

On éprouvait des craintes à Londres pour la journée du lundi. Les chartistes devaient faire simultanément des démonstrations à Londres et dans les principaux centres de population.

D'après les nouvelles qui nous parviennent la journée d'hier s'est passée fort calme, et les craintes qu'on avait conçues ne se sont pas réalisées. A Londres, les troupes avaient été consignées dans les casernes; un commencement d'attroupement avait eu lieu à Bonner's-Fields, mais après une conférence des chefs du mouvement avec les officiers de police, les groupes ont été invités par les meneurs chartistes eux-mêmes à se retirer, et ils se sont promptement dispersés. On éprouvait cependant quelque appréhension pour la nuit.

Les nouvelles arrivées par télégraphe de Birmingham, Manchester, Liverpool, New Castle et Hall, étaient également satisfaisantes, le calme n'avait pas été troublé dans ces diverses villes.

Tôt ou tard, les chartistes feront sentir en Angleterre leur puissance qui s'accroît tous les jours.

#### FAITS DIVERS.

Tandis que notre article le Napoléonisme, affiché sur les murs de Paris, attirait l'attention des travailleurs, l'affiche suivante n'était pas lue moins avidement. Nous n'attendions pas moins des ouvriers de Paris.

#### A TOUS LES TRAVAILLEURS.

Nous, délégués des ouvriers au Luxembourg; nous, délégués des ateliers nationaux; nous, vous corps et âme à la République pour laquelle comme vous tous nous avons combattu, nous vous prions, au nom de

cette liberté si chèrement achetée, au nom de la patrie régénérée par vous, au nom de la fraternité, de l'égalité, de ne pas joindre vos voix et votre appui à des voix anarchiques, de ne pas prêter vos bras et votre cœur pour encourager les partisans du trône que vous avez brûlé. Ces hommes sans âme, sans conviction, amèneraient inévitablement l'anarchie au milieu du pays, qui n'a besoin que de liberté et de travail.

Nul ne doit prétendre désormais qu'au plus beau de tous les titres : celui de citoyen. Nul ne doit essayer de lutter contre le véritable souverain, le peuple. Le tenter serait un exécrable crime et quiconque l'oserait serait traître à l'honneur et à la patrie.

La réaction travaille, elle s'agite. Ses nombreux émissaires feront luire à nos yeux, un rêve irréalisable, un bonheur insensé : elle sème l'or. Déniez-vous, déliez-vous. Attendez, attendez encore quelques jours avec ce calme dont vous avez fait preuve et qui est la véritable force.

Espérez, car les temps sont venus; l'avenir nous appartient. N'encouragez pas par votre présence des manifestations qui n'ont de populaire que le titre. Ne vous mêlez pas à ces folies d'un autre âge.

Croyez nous, écoutez nous; rien maintenant n'est possible en France que la République démocratique et sociale.

L'histoire du dernier règne est terrible; ne la continuons pas. Pas plus d'empereur que de rois! Rien autre chose que la liberté, l'égalité et la fraternité.

Tel est notre vœu, tel doit être le vôtre, celui du peuple.

#### VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Pierre VINARD, président des délégués au Luxembourg; Aug. BLUM, vice-président; JULIEN, trésorier; LAFAURE, secrétaire; BACON, président des délégués des ateliers nationaux; Eug. GARTIN, secrétaire; Petit BONNARD, lieutenant; ARDILLON, lieutenant.

— Il résulte d'un relevé publié par la Presse, que les dépenses de 13 jours de travail des ateliers nationaux, montaient à 2,393,693 fr. 42 c., sous la gestion du citoyen E. Thomas, et que pendant le même laps de temps, elles se sont élevées, sous la gestion de M. Lalanne, à la somme de 2,419,562 fr. 93 c.

Les ateliers nationaux n'ont donc rien gagné à changer de chef; ils se plaignaient d'avoir un soliveau pour roi, on leur envoie une grue, s'il faut en juger par la proclamation qui vient d'être placardée. Cette proclamation signée Lalanne et contresignée Trélat, porte que tout ouvrier des ateliers nationaux qui aura été vu dans les attroupements sera rayé des contrôles.

La rigueur, la répression, ce sont les seuls moyens de gouverner que connaissent nos maîtres actuels.

— Comme nous l'avons annoncé hier, le fameux coup de pistolet auquel le gouvernement doit le vote par acclamation des 1,200,000 qui lui tenaient tant à cœur, n'a été que le résultat de la maladresse d'un garde national, qui s'est blessé lui-même de son arme. Les autres coups de feu dont a parlé M. Lamartine ne sont pas plus vrais.

— Trois journaux bonapartistes ont paru à peu près le même jour : Napoléon républicain, — le Napoléonien, — la Constitution, journal de la République napoléonienne. Les cendres du grand homme doivent tressaillir aux Invalides, si un grand homme a des faiblesses de famille.

— Une commande considérable de lys artificiels a été donnée à une fleuriste de la rue de Richelieu, qui en a cédé la plus forte partie à un de ses confrères de la rue Bourbon-Villeneuve. Est-ce que nos amis les ennemis seraient par hasard dans la plain Saint-Denis, amenant derrière eux l'Enfant du miracle.

— D'après ce que la Gazette des Tribunaux annonce le ministre de la justice s'était empressé de transmettre à tous les procureurs-généraux de la République l'ordre de faire rechercher et arrêter le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Et voilà son élection validée! Nous vivons dans un temps fécond en péripéties; le noir et le blanc, le oui et le non se succèdent entre le lever et le coucher du soleil.

Le Gérant, Emile BARRAULT.